

Paris, le 23 janvier 2025

N°65

**Discours d'Eric Lombard à l'occasion de la  
présentation des vœux des ministres de Bercy aux acteurs  
économiques pour l'année 2025**

Jeudi 23 janvier 2025

*Bercy*

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Mesdames et Messieurs les élus,

Monsieur le Gouverneur de la Banque de France,

Mesdames et Messieurs les responsables d'administrations et  
d'organismes publics,

Mesdames et Messieurs les chefs d'entreprises et représentants des  
forces économiques,

Chers anciens collègues de la Caisse des dépôts, que je remercie de  
l'action formidable au service de l'intérêt général, et de leur présence ce  
matin,

Chers amis,

## **1. Introduction personnelle et présentation de l'équipe ministérielle de Bercy**

Je suis très heureux de vous recevoir ici, dans ce grand ministère de Bercy, ministère de l'Economie, des Finances, et de la Souveraineté industrielle et numérique. Je suis fier de retrouver cette belle maison où j'ai servi il y a longtemps, comme conseiller du ministre Michel Sapin.

Certains d'entre vous se souviennent sans doute de la bataille du franc que nous avons menée ici-même en 1992, contre les raids spéculatifs qui pariaient sur la sortie de la France du Système monétaire européen pour permettre la création de l'euro. Nous avons ainsi préservé l'un des piliers de la construction européenne, et démontré qu'aux moments décisifs de l'histoire de notre pays, ce ministère a toujours été au rendez-vous. Je crois que nous sommes à l'un de ces moments, et je sais que ce ministère sera au rendez-vous, comme il l'a été tout au long de l'année 2024.

Mais trois ministres de l'économie se sont succédés en 2024 ; je fais tout pour que l'année 2025 soit celle du retour à la stabilité, pour restaurer la confiance et rassurer les Français. Et je veux saluer mes prédécesseurs, Bruno Le Maire, Antoine Armand et Laurent Saint-Martin.

Cette responsabilité, pour laquelle je remercie le Président de la République et le Premier ministre, je ne l'assume pas seul. Nous sommes 4 femmes et 2 hommes dans cette équipe ministérielle de Bercy, permettez-moi de les saluer.

**Madame la ministre chargée des comptes publics**, chère Amélie de Montchalin, aux côtés de qui j'ai eu l'honneur de mener jusqu'à ce jour les rencontres et les négociations avec l'ensemble des groupes et des partis dans l'optique du vote du budget. Ce qui n'a pas été sans rappeler la phrase de Camus sur Sisyphe... C'est un constat, tu es une vraie combattante, merci.

**Monsieur le ministre chargé de l'industrie et de l'énergie**, cher Marc Ferracci, qui était déjà au combat sur le front de la réindustrialisation dans le précédent gouvernement. Avec le portefeuille nouveau de l'énergie, tu disposes désormais de tous les leviers pour défendre la souveraineté industrielle et énergétique de la France.

**Madame la ministre déléguée chargée du commerce, de l'artisanat, des PME et de l'économie sociale et solidaire**, chère Véronique Louwagie, dont le ministère est celui des petites et moyennes entreprises, de l'économie de proximité, avec l'artisanat et le commerce. C'est un ministère qui anime nos territoires, qui valorise le savoir-faire local, qui soutient les PME dans leur croissance, notamment en simplifiant les normes et les démarches.

**Madame la ministre déléguée chargée de l'intelligence artificielle et du numérique**, chère Clara Chappaz, avec qui je suis heureux de conduire les travaux sur ce qui représente sans doute l'un des plus grands défis de notre temps, défi scientifique, défi économique, défi sociétal : l'Intelligence Artificielle. Nous défendrons aussi notre compétitivité et notre souveraineté numérique, ainsi que l'émancipation et l'inclusion

qu'elle suppose, lors du sommet voulu par le PR sur l'intelligence artificielle des 10 et 11 février prochains.

**Madame la ministre déléguée chargée du tourisme**, chère Nathalie Delattre, ton action au service de ce secteur d'activité sera primordiale, parce que c'est une filière structurante de l'économie française. L'année 2024 a été exemplaire sur ce plan avec les Jeux olympiques bien sûr, mais aussi avec la réouverture de Notre-Dame, deux des nombreuses incarnations des savoir-faire de nos territoires et de notre capacité à organiser des projets d'ampleur. La France peut s'enorgueillir d'avoir accueilli plus de 100M de visiteurs en 2024. C'est un indéniable succès.

**Notre ambition, c'est la croissance ; notre levier, les entreprises ; notre méthode, la confiance. La confiance des ménages, des entreprises, des acteurs institutionnels, des responsables politiques, des marchés financiers.**

## **2. Situation économique en demi-teinte, mais rétablissement de la confiance comme perspective 2025**

**Nous le savons tous, 2024 s'est achevée sur une situation internationale dangereuse.** Je pense évidemment à la guerre en Ukraine et aux conflits du Moyen-Orient, mais également à la montée de l'agressivité commerciale de la Chine. A l'Ouest aussi il y a du nouveau, avec le retour au pouvoir du président Trump, qui a d'ores et déjà annoncé une hausse des droits de douane à l'encontre de l'Union Européenne.

**Sur l'année écoulée, notre croissance s'est établie à niveau robuste de 1,1 % du PIB.** Pour l'année 2025, nous envisagions jusqu'à l'automne dernier la même croissance, mais avons dû, notamment à cause de l'incertitude générée par la censure, la réviser à la baisse, à 0,9%. C'est une prévision qui est significativement plus élevée que la moyenne européenne. Notre principal partenaire européen, l'Allemagne, a ainsi connu une année 2024 en récession, et anticipe une croissance 2025 à 0,4% seulement.

Bonne nouvelle pour les consommateurs, **l'inflation a connu une baisse significative pour s'établir à 2,0% en moyenne annuelle en 2024.** Nous anticipons une inflation à 1,4% en 2025. Nos concitoyens en voient les effets concrets, avec par exemple au 1<sup>er</sup> février la baisse significative des tarifs réglementés de l'électricité.

**Toutefois, j'en suis conscient, un climat d'incertitude** pèse. Il pèse parce que, , nous n'avons pas de budget. Mais il pèse surtout parce que notre situation budgétaire est préoccupante, avec un déficit qui devait avoisiner 6,1% du PIB en 2024. Mais voilà une bonne nouvelle : ce sera plutôt 6%, ce qui est évidemment beaucoup trop.

**La censure, et l'instabilité qu'elle a générée, ont coûté** au budget de la France 12Md€ supplémentaires. 12Md€ pour se donner une idée, c'est par exemple nettement plus que le budget total annuel de la Justice.

### **3. Urgence d'un budget**

**Notre objectif reste donc d'adopter les textes financiers le plus vite possible,** pour redonner de la visibilité aux acteurs économiques et un cap clair de désendettement et de croissance au pays. Je me rends

précisément au Sénat cet après-midi pour le vote solennel du Projet de loi de finances [PLF].

La reprise des travaux de ce PLF s'est faite sur la base d'un dialogue nourri et constructif avec les deux chambres et en particulier les 2 commissions des finances et leurs rapporteurs généraux.

J'ai souhaité élargir le cadre de cette discussion. C'est en ce sens que, dès ma nomination le 23 décembre, il y a un mois, nous avons consulté de manière très ouverte, en recevant ici à Bercy 17 groupes et partis.

**Je salue le travail des partis du socle commun qui constituent les piliers de ce Gouvernement** et que je remercie de leur soutien, et en premier lieu les responsables de ces partis, Gabriel Attal, Edouard Philippe, Marc Fesneau, et bien sûr Laurent Wauquiez.

**Mais je salue aussi la qualité du dialogue avec le Parti Socialiste**, un dialogue constructif, qui s'est traduit par de vraies évolutions, en matière de réouverture des négociations sur les retraites, de lutte contre l'optimisation fiscale, et d'amélioration de certaines politiques publiques. Même si je note que LFI a d'emblée, mais ça n'est malheureusement pas une surprise, refusé le dialogue.

**Certaines concessions ont un coût ; mais celui d'une censure serait plus élevé encore.** Et chacune de ces concessions portent sur des politiques conformes à l'intérêt du pays et des Français.

#### **4. Rétablissement prioritaire de nos finances publiques.**

**Ma priorité, et celle de mon ministère, reste le rétablissement de nos finances publiques.**

Nous maintenons notre objectif de **3% de déficit en 2029**, qui n'est pas une limite symbolique ou un totem européen, mais qui, très concrètement, marque notre seuil de désendettement. Je reviens justement du Conseil Ecofin de Bruxelles, où les Etats-membres et la Commission ont approuvé notre trajectoire budgétaire, certes ambitieuse mais crédible. Là aussi il a fallu convaincre.

L'objectif est pluriannuel mais l'effort doit commencer dès 2025 avec un déficit cible à **5,4% du PIB**. C'est un impératif pour nos finances publiques, parce que nous ne pouvons pas, nous n'avons pas moralement le droit de léguer à nos enfants et petits-enfants le poids d'une telle dette et de ses intérêts. C'est en restaurant l'équilibre des finances publiques qu'on restaurera la puissance publique, la capacité d'action de l'Etat et des services publics.

**Oui, ce budget comporte une part d'effort** qu'il a fallu calibrer dans un délai très bref, notamment pour intégrer les effets de la censure.

Mais je veux être clair : le redressement de nos finances publiques ne se fera **pas en alourdissant la pression fiscale sur les entreprises, ni sur les ménages**. La surtaxe d'impôt sur les sociétés sera limitée à une année. Face à la situation budgétaire, nous avons fait une pause dans la baisse de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), mais nous gardons en vue l'objectif de son extinction à terme, dans un contexte où la production est trop taxée dans notre pays.

**Le PLF que nous soumettons au vote solennel du Sénat cet après-midi comprend plusieurs dispositions favorables aux entreprises.** Je pense au

prix bas de l'énergie auquel Marc Ferracci travaille, à la stabilité du Crédit impôt recherche, le CIR, et du dispositif jeunes entreprises innovantes, avec quelques ajustements. Je pense à l'effort de 1,6 md€ que nous avons proposé en faveur de la décarbonation de notre industrie. Nous avons également souhaité maintenir un équilibre sur les allègements généraux de cotisations sociales dans le Projet de loi de financement de la Sécurité Sociale.

**Le redressement de nos comptes passera surtout par des économies substantielles**, en rendant la dépense publique plus efficace, en luttant contre les fraudes.

Dès le budget 2025 adopté, il s'agira de préparer le budget 2026, selon une méthode que je souhaiterai, à nouveau, centrée sur le dialogue.

## **5. Mise en œuvre d'un agenda d'attractivité pour 2025**

**En 2025, le gouvernement se mobilisera sur un agenda d'attractivité.**

**Et cet agenda commence par la simplification de notre vie économique.**

Je sais que pour beaucoup de dirigeants d'entreprises – et j'ai été l'un d'entre eux, l'un d'entre vous, pendant plus de vingt ans – je sais combien l'emballage de la norme et de formalités peut devenir un frein. C'est pourquoi je souhaite que le projet de loi de simplification de la vie économique puisse être rapidement remis à l'ordre du jour parlementaire de l'Assemblée nationale, dès que nous aurons enfin adopté le budget.

**J'ai demandé à Véronique Louwagie d'y veiller tout particulièrement**, en coordination étroite avec Laurent Marcangeli, Ministre de l'action



publique, de l'action publique et de la simplification. Je sais que Véronique aura à cœur de s'assurer que ce texte conserve son ambition initiale, telle qu'initiée par Bruno Le Maire, avec les approfondissements nécessaires.

**Ce choc de simplification devra aussi se faire à l'échelle européenne.**

Parce que l'UE perd rien de moins que 10 % de son potentiel de croissance en raison de la complexité réglementaire qui pèse sur ses entreprises. Nous attendons des annonces fortes dans les 100 premiers jours du mandat de la présidente de la Commission qui s'en est fait une priorité.

**Nous devons nous concentrer sur les textes qui compliquent quotidiennement la vie de vos entreprises** et freinent leur croissance. Je pense notamment à la transposition de la directive CSRD sur le reporting extrafinancier qu'il faut largement simplifier pour les PME et les ETI. La CS3D sur le devoir de vigilance qu'il faut reporter tant qu'elle ne sera pas simplifiée. Simplifier ne signifie pas retour en arrière : je suis convaincu que les objectifs de croissance, de compétitivité et de résilience et durabilité sont conciliables, mais il y a sans aucun doute une voie pour améliorer ces textes.

**C'est enfin toute notre politique de soutien à l'innovation et à l'investissement que nous devons consolider.** Pour prendre le seul exemple du numérique, la France est devenue en 10 ans, l'un des leaders mondiaux de l'IA. Nous avons soutenu l'émergence de plusieurs entreprises d'innovation de rupture issues de nos laboratoires de

recherche comme Mistral AI, qui rivalisent avec les géants américains. Nous avons formé parmi les meilleurs spécialistes internationaux et comptons pas moins de 16 licornes dans ce secteur. Cette stratégie ambitieuse est la condition de notre souveraineté numérique et technologique ; nous continuerons à les soutenir, sous la houlette de Clara Chappaz, pour innover et se développer en renforçant les liens de ces entreprises avec la recherche.

## **6. Consolidation de notre souveraineté économique**

**L'Etat doit être au cœur d'une stratégie de préservation des intérêts industriels critiques pour la souveraineté nationale.** Je veux saluer les efforts entrepris par mes prédécesseurs sur ce point. Sous l'impulsion décisive de Bruno Le Maire et d'Antoine Armand, l'Etat s'est porté acquéreur du leader mondial des câbles optiques sous-marins, Alcatel Submarine Networks. L'Etat a établi un accord avec Sanofi pour sécuriser la production de Doliprane en France. L'Etat est entré en négociations exclusives avec le groupe Atos pour acquérir ses activités stratégiques pour la souveraineté nationale [Advanced computing].

**L'année 2025 poursuivra sur cette lancée** pour réaffirmer, notamment via l'Agence des Participations de l'Etat, l'ambition de notre Etat stratège et investisseur. Nous mènerons une revue stratégique des participations publiques et du rôle de l'Etat actionnaire.

Pour nous donner l'occasion de se réunir tous, au-delà des partis-pris politiques, derrière un projet commun pour la France, nous achèverons nos **travaux sur le renforcement de la sécurité économique** de nos entreprises sur la base des orientations du rapport Roux de Bézieux.

**En 2025, nous devons rester attentifs aux secteurs qui connaissent des mutations profondes**, notamment l'acier, l'automobile et la chimie.

Nous devons être **offensifs sur l'autonomie stratégique de l'Europe**. Dans la droite ligne des rapports de Mario Draghi et Enrico Letta et de ses précieuses conclusions, nous œuvrerons à une préférence européenne dans l'octroi des financements et des marchés publics, ainsi qu'à la mise en œuvre d'instruments de défense commercial ambitieux face à certaines pratiques commerciales déloyales de nos partenaires.

**Le Clean Industrial Deal** devra nous permettre d'agir en faveur d'une Industrie décarbonée qui reste compétitive. Je veillerai à ce que les industriels européens qui sont engagés dans une transition électrique restent protégés, pour que jamais la transition écologique ne conduise à délocaliser des emplois hors d'Europe.

Afin de financer les investissements nécessaires pour le développement de nos entreprises, la transition énergétique et l'innovation, **nous achèverons l'Union des marchés de capitaux**. Cela nous permettra de mobiliser l'épargne privée. Nous devons également développer la titrisation et œuvrer à la création d'un label pour un produit d'épargne européen.

## **7. Poursuite de la construction d'une croissance durable et juste**

**Les services du Ministère ont beaucoup œuvré en 2024 à consolider les conditions d'une croissance verte**. Parce qu'une croissance qui dérèglerait les écosystèmes, gaspillerait les ressources et détruirait son environnement serait une croissance sans véritable valeur. Nous allons

poursuivre cette ambition vers une économie durable, c'est à la fois une exigence et une opportunité d'investissement dans l'avenir.

**Nous devons définir un modèle de croissance qui soit indissociablement lié à une ambition environnementale forte.**

Le budget que nous avons proposé va dans ce sens en proposant une hausse significative de la taxe sur les billets d'avion, l'absence d'augmentation des prix de l'électricité et le maintien du leasing social de véhicules électriques et le bonus écologique.

Nous avons pour cela un avantage incomparable, une énergie abondante, bon marché, pilotable et générée en France : le nucléaire. Je salue l'investissement de Marc Ferracci qui veille à finaliser le financement de ce programme. Nous franchirons des étapes décisives dans le lancement du **Nouveau Nucléaire Français**, annoncé par le Président de la République lors de son discours de Belfort en février 2022. Sous l'impulsion de Nathalie Delattre, notre ambition pour le tourisme suit la même logique. Nous allons faire de la France la première destination de tourisme durable au monde d'ici 2030.

**Une croissance durable signifie aussi que nous œuvrons à une plus grande justice fiscale et à une plus grande justice sociale.**

J'ai évoqué les dispositions prises à cet effet dans le PLF, mais les entreprises devront également y tenir directement un rôle. Le Premier ministre a annoncé une concertation sur le travail et les salaires. Je salue d'ores et déjà l'initiative de plusieurs entreprises d'offrir un salaire décent

à chacun de leurs salariés. L'entreprise doit être plus souvent le lieu de cette justice sociale. Je les appelle à continuer à développer des parcours d'émancipation et déployer tous les outils de partage de la valeur.

**L'Économie sociale et solidaire** doit jouer un rôle clé pour créer ces ponts essentiels entre toutes les formes d'économie et encourager des modèles innovants, inclusifs et durables. L'enjeu, chère Véronique Louwagie, c'est d'œuvrer à une prospérité durable qui renforce notre cohésion sociale.

**L'économie numérique**, chère Clara Chappaz, a vocation à s'affirmer comme un outil d'émancipation et d'inclusion. Nous continuerons à protéger nos concitoyens, à commencer par les plus jeunes, contre ses dérives.

## **8. Mobilisation sur les sujets économiques spécifiques à l'Outre-mer**

L'année 2024 a été éprouvante pour les Outre-mer, entre les émeutes survenues en Nouvelle-Calédonie, les mobilisations parfois violentes contre la vie chère en Martinique, et le cyclone Chido à Mayotte.

Le Ministère s'est pleinement mobilisé pour mettre en place les mesures d'urgence, aux côtés des différents acteurs économiques, pour déployer le fonds de solidarité économique à Mayotte, évaluer les besoins, juguler une hausse des prix. Et je veux remercier ici les constructeurs, les acteurs du commerce, les banques, les assurances, le secteur de l'énergie pour leur mobilisation sans faille sur ce sujet.

En 2025, nous resterons mobilisés dans tous ces territoires, aux côtés des nombreuses initiatives locales dont nous soutenons le dynamisme.

## 9. Conclusion et vœux

Longtemps nous avons cru à l'imminence de la fin de l'histoire, et finalement le monde aborde 2025 particulièrement morcelé, à l'instar de notre paysage politique national fragmenté. Pour faire Nation nous devons travailler à plus de dialogue, plus d'unité, plus de construction commune. Nous voulons retrouver, avec le Premier ministre, le sens du projet porté par le Président de la République. Et nous avons commencé. Les Entretiens de Bercy ont permis de passer de la confrontation de lignes rouges à la présentation réciproque de priorités. Et toutes n'étaient pas exclusives les unes des autres. C'est ainsi que nous pourrions agir en commun et mettre en œuvre des politiques qui reçoivent un soutien large des Français.

Notre devoir pour 2025 est de restaurer cette confiance. La confiance que nous portons aux entreprises qui se montrent responsables. La confiance c'est aussi celle dans les collectivités territoriales : et leur rôle sera renforcé comme annoncé par le Premier ministre. Plus largement notre économie devra consolider la confiance des ménages français, celle des entreprises européennes, celle des investisseurs internationaux. Souveraineté budgétaire, unité européenne dans notre action à l'internationale et notamment en matière de compétitivité industrielle, simplification au niveau national comme au niveau européen, attractivité de notre écosystème et croissance durable : voilà la feuille de route ambitieuse de ce grand ministère pour l'année qui s'ouvre.

C'est dans cet esprit de confiance que je vous souhaite mes vœux les meilleurs, professionnellement et plus personnellement, pour cette nouvelle année.